

Un million d'euros en cash pour Télé MB



La Fédération PS a marqué son accord pour libérer de l'argent complémentaire

► Ce vendredi, les organisations syndicales, le bureau de la Fédération socialiste et la direction générale de Télé MB se sont assis autour de la table. Des pistes de "solution" commencent à sortir des cartons. Plus aucun doute n'est permis.

Sans une recapitalisation de la chaîne de télévision locale, Télé MB n'existera plus. Depuis quinze jours, et davantage encore, après la grève d'une semaine menée par le personnel de chaîne de télévision locale, la situation alarmante est finalement prise au sérieux.

Le souhait de la Fédération est de conserver Télé MB et pour cela, elle sait qu'elle devra mettre la main à la poche. La volonté est de libérer, au plus vite et en cash, un million d'euros. "Le bureau de la

Fédération a obtenu les informations complémentaires qu'il avait sollicité auprès des responsables de la chaîne de télévision locale", explique le président de la Fédération PS de Mons-Borinage, Nicolas Martin. "La Fédération a fait le choix de procéder à l'apurement des dettes du passé de Télé MB en prenant l'option d'un financement à hauteur d'un million d'euros. Les modalités doivent encore être déterminées et sont toujours à l'étude", a-t-il précisé.

LE DÉFICIT STRUCTUREL révélé par l'audit financier s'élève à 170.000 d'euros. Mais surtout, la dette cumulée atteint les 600.000 euros. "La chaîne de télévision locale est dans un état assimilé à la faillite", avait d'ailleurs précisé la direction générale.

Des négociations doivent encore être menées avec les autres formations politiques comme le MR et le cdH, pour notamment les communes de Jurbise, Quiévrain et Dour. "La contribution communale complémentaire tournerait autour des 50 centimes d'euro par habitant durant dix ans. Le souhait de la Fédération est de pouvoir délivrer ce million d'euros afin de permettre à la chaîne de régler ses problèmes de trésorerie, de sortir la tête de l'eau et ainsi investir dans un plan de réorganisation négocié avec les organisations syndicales", a conclu Nicolas Martin. Un fait est certain, la balle est maintenant dans le camp des politiques locales.

C. Ti.